

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : -

Code AIOT : 0010004780

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté ZI de la Martinerie 36130 Diors. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- ZI de la Martinerie 36130 Diors
- Code AIOT : 0010004780
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo plat composé de 31 cellules classé sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2160.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
3	Nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10.I.	Demande d'action corrective	2 mois
4	Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
5	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.B.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande d'action corrective	2 mois
7	Hauteur de stockage dans les cellules	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	moyens de défense incendie - implantation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14	Sans objet
9	moyens de défense incendie - vérification	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau de classement des activités exercées</p> <p>[Rubrique 2160.1.a : volume 164 397 m3</p> <p>Autres rubriques non classées : 1435 (20 m3) ; 4331 (1 t) ; 4510 (2 t) ; 4511 (2 t); 4734.2 (3,2 t)]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un état des stocks de céréales en date du 24/10/2024 faisant figurer les quantités en tonne pour chaque cellule de stockage.</p> <p>Au total en considérant une densité de 1,33 , le site stocke actuellement environ 18 500 m3 de céréales répartis en 4 espèces (blé, orge, colza, tournesol).</p> <p>Ce volume est bien inférieur aux limites de stockage mentionnées dans l'arrêté. Ce constat est confirmé visuellement par le fait que la majorité des cellules sont vides (seules 9 cellules sont actuellement utilisées sur les 31 dont dispose le site).</p> <p>Concernant les rubriques 4331, 4510 et 4511, l'exploitant précise qu'elles concernent les insecticides. Lors de la visite, il est constaté la présence d'un unique insecticide avec la mention de danger H410. Le volume présent est de plus de 4000 L stockés en conteneurs de 1000L disposés sur rétention. La quantité est supérieure à celle mentionnée dans l'arrêté mais le stockage demeure non classé.</p> <p>Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de préciser le stockage maximum du produit insecticide et de fournir sa FDS.</p> <p>Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les quantités maximales d'insecticides susceptibles d'être stockées et de fournir leurs FDS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette</p>

formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.

[...]

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de la visite le suivi de formation des agents intervenant sur le site. Le suivi présente différentes informations :

- échéance de la prochaine session de formation à réaliser pour chacune des formations retenues dans le plan de formation de l'agent
- état de réalisation de chacune des formations (à jour ou non)

L'ensemble des agents intervenant sur le site est à jour de ses formations spécifiques aux risques dans les silos.

Cependant un agent aurait dû réaliser sa formation "Incendie, évacuation, manipulation extincteurs" avant le 10/09/2024, la session de formation ayant été annulée par manque de participant, l'exploitant précise qu'il l'a réalisera en janvier 2025. L'agent étant sur site depuis plusieurs années, sa dernière formation sur la thématique date du 10/09/2019.

Constat : la fréquence de renouvellement de la formation incendie n'est pas respectée pour un salarié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10.I.

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de nettoyage

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

[...]

Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.

[...]

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté ses consignes d'exploitation qui présentent sous la forme d'un tableau la liste des contrôles à effectuer. Ceux-ci sont réalisés mensuellement.</p> <p>Concernant le nettoyage des locaux, un tableau de suivi spécifique est rempli par l'exploitant.</p> <p>Il est mis en évidence que sur le second semestre 2024 plusieurs cellules n'ont fait l'objet d'aucun nettoyage (E19, C11, C12, C9 notamment).</p> <p>L'exploitant précise que le nettoyage est généralement réalisé avant le début de remplissage de la cellule et lorsque celle-ci est vidée.</p> <p>Cette précision est vérifiée sur site par l'inspection des installations classées. Les cellules vides sont propres, tandis que les cellules venant d'être vidées (F23-F24-F25 par exemple) présentent encore des quantités importantes de poussière et grains au sol. Ces cellules sont d'ailleurs en cours de nettoyage lors de la visite.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que les cellules présentent des équipements en hauteur de nature à accumuler de la poussière (anciens chauffages). N'étant plus utilisés ils ne font aujourd'hui l'objet d'aucun suivi et nettoyage. L'inspection rappelle à l'exploitant que ces équipements doivent aussi être nettoyés.</p> <p>Constat : des équipements non utilisés présents dans les locaux piègent la poussière et ne sont pas nettoyés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Permis de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants, notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme ; • l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; • les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; • l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. [...]

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour toute intervention à risque l'exploitant encadre l'intervention des sous-traitants via une procédure de permis feu contenant les informations suivantes:

- personnel accordant le permis
- nom et coordonnées de l'intervenant
- objet de l'intervention, zone de travaux et matériel utilisé
- risques signalés dans la zone
- précautions à mettre en œuvre
- validité du permis (= durée de l'intervention)
- signatures de l'intervenant et du personnel accordant le permis
- modalité et constat de la/des ronde(s) de contrôle

En plus de ces permis, un plan de prévention annuel est établi avec les entreprises intervenant sur le site.

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées consulte les permis de feu suivants:

- 17/07/2024 ; 10h-12h ; intervention sur les chenaux des cellules C12, D16 et B12

Dans ce permis de feu il est constaté que la case "autre" est cochée pour les précautions à prendre, mais sans préciser en quoi consiste ces "autres " précautions.

- 08/09/2023; 8h-10h30 ; soudure sur "telesco" A3

Dans ce permis feu il est constaté qu'il n'est pas précisé quel matériel est utilisé.

Les autres informations attendues sont bien remplies dans ces permis de feu.

Constat: certains permis de feu ne présentent pas toutes les informations attendues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Transporteurs à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.B.
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs
Prescription contrôlée : [...] les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.[...] Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]
Constats : Le site est équipé uniquement des transporteurs mobiles suivant: <ul style="list-style-type: none">• 4 tapis projeteurs• 4 tapis ("bananes") simples• 2 tapis ("bananes") doubles• 2 tapis transporteurs 10 m• 3 tapis transporteurs 20 m Par échantillonnage, il est constaté que les tapis projeteurs sont équipés de capteurs de déport de bande et de contrôleurs de rotation. Aucun des équipements n'est utilisé lors de la visite. Aucun test de bon fonctionnement des capteurs n'a été réalisé. Les transporteurs sont équipés de bandes (certaines d'origine, d'autres remplacées plus récemment selon l'exploitant) sans que l'exploitant ne soit en mesure de justifier qu'elles sont non propagatrices de flamme. Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le caractère non propagateur de flammes des bandes des transporteurs mobiles du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010 relative aux locaux à risque d'incendie.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques, etc.) sont mis à la terre.

Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.

Le silo ne comporte pas d'installation de chauffage.

Constats :

Lors de la visite il est constaté l'absence d'équipements de chauffage dans les installations.

Concernant la mise à la terre et les installations électriques, l'exploitant présente les rapports de contrôle des installations électrique et le rapport Q18 réalisé par DEKRA le 13/02/2024.

Le rapport Q18 fait état d'un risque d'incendie ou d'explosion au sein de l'installation dû à :

- la présence de poussière dans le poste HT
- des disjoncteurs inadaptés (réglage de la protection) sur l'appareillage BT

Le rapport électrique met en avant les non conformités suivantes:

- coffret électrique en mauvais état dans la cellule F26
- absence de continuité de terre des moteurs de ventilateurs et des ventilateurs dans la cellule G29

L'exploitant précise que des travaux visant à lever ces non conformités ont été réalisés en mars 2024. Il n'est cependant pas en mesure de justifier cette levée des non conformités.

Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la levée des non conformités mises en évidence par les rapports de vérification électrique et Q18 réalisés par la société DEKRA en février 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Hauteur de stockage dans les cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

[...]

le stockage de céréales est interdit dans la cellule E18 (à cause de la proximité avec un tiers).

[...]

la hauteur de stockage des céréales est limitée à 4 mètres pour les cellules A1, A2, A3, B4, B5, B6, B7, B8, C9, C10, C11, C12, C13, D14, D15, D16, D17, E19, E20, E21, E22, F23, F24, F25 et F26 et F27. La hauteur de stockage des céréales est limitée à 5 mètres pour les cellules G28, G29, G30 et G31.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté par échantillonnage que les cellules D15, D14 et C12 présentent un stockage atteignant une hauteur de 1 m sous le toit de la structure. Cette hauteur correspond à entre 7 et 8 m de stockage.

L'exploitant précise que limiter la hauteur à 4 m ne permettrait pas d'atteindre le stockage maximal sur site de 164 397 m³, et limiterait les capacités de stockage à environ la moitié.

La cellule E18 est bien vide. Elle est utilisée comme zone de traversée pour la circulation des camions sur le site.

Les cellules inspectées par échantillonnage C11, E19, C9, G29, G30, F23, F24 et F25 sont vides ou présentent un reliquat de céréales qui devraient être évacués prochainement, avant d'effectuer un nettoyage des cellules en vue de prochains usages.

Constat: la hauteur de stockage des cellules D14, D15 et C12 est supérieure à 4 m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Dans les détails dans un premier temps il est attendu que l'exploitant recalcule le stockage maximum fourni p.13 de son dossier de 2017 qui n'avait pas été mis à jour entre les deux versions du dossier qui passait pourtant la hauteur maximale de stockage de 6 m à 4 m.

Ensuite il est attendu qu'il se prononce sur les modalités de stockage et les éventuels mesures compensatoire envisageables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : moyens de défense incendie - implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, présence de moyens de lutte

Prescription contrôlée :

I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux, trois ou quatre heures suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. [...] Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). [...]
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...]

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. [...]

Constats :

Le site dispose de moyens téléphoniques permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Le site est équipé de 8 poteaux incendie répartis sur l'ensemble de la zone et alimentés par le réseau d'eau de la zone d'activité.

Lors du dernier contrôle datant du 26/12/2023, le débit mesuré à 1 bar était compris entre 105 et 150 m³/h suivant le poteau. Les canalisations d'amenée d'eau sont en DN300 tandis que les poteaux présentent un diamètre 100 ou 150.

Par échantillonnage et mesure approximative sur le terrain, l'inspection constate que les poteaux les plus à l'Ouest sont espacés d'environ 100 m et que les installations sont situées à environ 20 m de chaque poteau.

Chacune des cellules est équipé d'un extincteur.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : moyens de défense incendie - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, fréquence des contrôles des moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant présente le procès verbal du dernier contrôle des extincteurs par l'entreprise EUROFEU SERVICES datant du 02/02/2024. Sur les 52 extincteurs présents sur le site

- deux ont été remplacés car trop anciens
- un a été supprimé car inutile
- les autres jugés en bon état ont fait l'objet de recharge et petites réparations permettant d'assurer leur bon fonctionnement

Sur site et par échantillonnage, l'inspection constate que les extincteurs des cellules G29, F23 et C9 ont bien été contrôlés.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite